

Le gouvernement peut repousser ces considérations et nous reprocher de faire du sentiment. Il peut prétendre qu'il se montre énergique, que le niveau de chômage actuel aide, en fait, les chômeurs. Il peut avancer que les Canadiens sans emploi, ainsi que les députés de l'opposition, ne sont pas suffisamment avertis pour comprendre que le gouvernement travaille dans l'intérêt des chômeurs. Ce genre d'argument peut faire le poids dans certains conseils d'administration, mais il ne s'en trouvera guère je crois. Il peut même faire le poids au caucus du parti au pouvoir, encore n'en suis-je pas trop sûr, mais il ne convaincra personne d'autre au Canada.

Être chômeur, c'est plus qu'être sans travail. Le chômage détruit non seulement la volonté des individus mais encore celle des collectivités où il sévit. C'est pourquoi il a un effet si dur et si injuste sur les régions dont, de tradition, la croissance est lente. Si l'on veut que ces régions renaissent, qu'elles atteignent l'égalité économique ou s'en approchent, il est impératif que leurs habitants aient la volonté de s'élever et qu'ils s'en sentent capables. Ottawa aura beau distribuer de l'argent, rien ne pourra aider une région dont l'esprit d'initiative a été paralysé ou détruit. Le gouvernement essaie de faire croire que sa politique aide en fait les régions à faible développement. Ce n'est pas ce genre d'aide qu'elles voudraient. Les chiffres du Bureau fédéral de la statistique que j'ai cités sont tout à fait clairs et concernent non seulement les provinces atlantiques mais également d'autres régions.

• (3.10 p.m.)

Il est difficile de déterminer les effets éventuels des programmes du ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand). C'est le ministre le plus mystérieux de la Chambre quand il s'agit de savoir ce que fait son ministère. Nous ne pouvons donc juger que des effets visibles à l'œil nu. Jusqu'à présent la politique du ministère de l'Expansion économique régionale a été un échec dont l'une des raisons est que, parallèlement, le cabinet poursuit délibérément une politique visant à créer le chômage. Une fois de plus, le gouvernement souffre de contradictions internes. Un ministre est chargé de relever les régions à faible croissance. Les autres s'occupent à relever le chômage. On ne peut aller à la fois dans deux sens opposés. Si le gouvernement actuel voulait organiser une partie de hockey, il chargerait l'un de ses ministres de dépenser des millions pour acheter des uniformes neufs et il demanderait à un autre

[L'hon. M. Stanfield.]

d'aller faire fondre la glace. Ils se vanteraient ensuite de ce que cela a coûté.

Le ministre de l'Expansion économique régionale a pris la parole à Toronto l'autre soir. Il n'avait pas de texte préparé et nous ne pouvons donc pas savoir exactement ce qu'il a dit.

Une voix: Il ne le sait pas lui-même.

L'hon. M. Stanfield: D'après le *Toronto Globe and Mail* le ministre aurait déclaré que le sentiment séparatiste au Québec avait une origine essentiellement économique. Je cite ce journal:

Le plus grand nombre de nationalistes et de séparatistes se trouvent dans l'est de Montréal et de la province où le chômage est le plus élevé, où il y a beaucoup d'assistés sociaux et où le revenu moyen par tête est d'environ \$1,000 par an.

Sauf erreur, le message que nous devrions en retirer—message que le premier ministre a essayé d'implanter lui aussi dernièrement—est que les événements actuels au Québec proviennent de difficultés économiques. Le gouvernement ou les Canadiens n'ont pas à s'en réjouir. Peut-être existe-t-il une distinction logique entre un homme qui appuie un parti séparatiste par conviction et un autre qui vote séparatiste par désespoir, mais le résultat est sensiblement le même. Le premier ministre et le ministre de l'Expansion économique régionale devraient être les derniers à chanter victoire de ce que les votes de protestation ne sont pas contre le fédéralisme en soi, mais bien contre le fédéralisme pratiqué par le gouvernement actuel.

Le pays a déjà assez de divisions naturelles. Plus que la plupart des autres fédérations, il a besoin d'un gouvernement central respecté comme un allié dans toutes ses régions, particulièrement par les désavantagés, car ils ont les motifs naturels les plus forts de mettre le fédéralisme en doute. Au contraire, le gouvernement a tout fait pour enrager ou aliéner les Canadiens qui subsistent en marge de la prospérité économique. Il a de fait refusé de tenir compte de la crise qu'affrontent les agriculteurs de l'Ouest. Il s'est désintéressé des vieillards et des Canadiens qui vivent en deçà du seuil de la pauvreté. Il a créé une situation économique où les jeunes gens ne peuvent trouver du travail à leur sortie de l'école. Et, sous prétexte d'enrayer l'inflation, il aggrave le chômage délibérément et sans pitié.

Je ne me propose pas d'insister sur la question que le ministre de l'Expansion économique régionale a soulevée. Mais certes il est clair pour nous tous—et il convient que le Parlement canadien en discute—que le chômage